AGIR pour TIMOR
20, rue Henri Barbusse — 93300 Aubervilliers
MAI 1998

LA 1ère CONVENTION NATIONALE DE LA DIASPORA TIMORAISE
Lisbonne et Peniche, 23-27 avril 1998

C'est un événement historique : 210 délégués, venus de Timor et de tous les pays d'implantation des réfugiés timorais (Portugal, Australie, Macao, Mozambique, Royaume-Uni, etc) ont engagé la construction d'un mouvement unifié, qui leur permettra d'intervenir d'une seule voix dans l'arène internationale.

La Convention, préparée depuis longtemps, a intégré l'essentiel des composantes de la résistance : le Front de libération du Timor (FRETILIN), l'Union démocratique timoraise (UDT), de nombreux groupes de jeunes, d'étudiants et de femmes qui étaient affiliés directement au Conseil national de la résistance maubere (CNRM), fondé et présidé depuis 1986 par José Xanana Gusmão, Commandant des Forces armées de libération du Timor-Est, arrêté en 1992.

La Convention a reçu une lettre de Xanana Gusmão, qui accomplit une peine de 20 ans dans une prison indonésienne, écouté un message de Konis Santana, le dernier qu'il a enregistré, au début de l'année (Konis Santana, commandant en chef des FALINTIL, la guerrilla, est décédé le 11 mars dernier) ainsi qu'un message du nouveau commandant de la guerrilla, Taur Matan Ruak, envoyé depuis les montagnes timoraises.

Magna carta

Après avoir validé le mandat de chaque délégué, la Convention a approuvé un document de fond, une **Magna carta concernant les libertés, les droits, les devoirs et les garanties pour le peuple du Timor-Est**, qui sera un préalable à la rédaction d'une constitution pour le futur État timorais.

Cette charte énumère notamment l'ensemble de conventions internationales établies depuis la deuxième guerre mondiale, à commencer par la Charte des nations Unies ou la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Elle énonce les principes qui inspireront la Constitution timoraise : démocratie, multipartisme, État de droit, séparation des Églises et de l'État. Elle annonce aussi les positionnements basiques du futur Timor indépendant dans la région Asie-Pacifique : neutralité active, intégration de l'ASEAN, du Forum du Pacifique Sud et de l'APEC, coopération avec tous les États de la région dans la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme.

Création du Conseil National de la Réistance Timoraise (CNRT)

Le deuxième jour de travaux a été consacré à l'adoption des statuts du CNRT où se trouvent représentées toutes les composantes de la résistance.

Une Commission politique du CNRT, de 21 membres, a été élue, avec Xanana Gusmão comme président. José Ramos Horta, Prix Nobel de la Paix 1996, en est l'un des deux vice-présidents, le nom du deuxième est gardé secret dans la mesure où il vit et agit à Timor-Est. Ses autres membres

sont : João Carrascalão, le Père Francisco Fernandes, Mari Alkatiri, Ana Pessoa, Alberto Araújo, Domingos Oliveira et 14 autres personnes, dont les noms n'ont pas été divulgués, vivant à Timor. Cette commission (un tiers de l'extérieur, deux tiers de l'intérieur du pays) assurera la direction des structures de l'ex-CNRM, du FRETILIN et de l'UDT.
Ses 4 membres suppléants sont à l'extérieur : Stanislau Silva, Angio Pereira, Vicente Guterres et Zacarias Costa.
Les membres de la Commission éxécutive sont tous à l'extérieur : José Ramos Horta, vice-président ; José Luis Guterres, Relations internationales ; Manuel Tillman, Administration et ressources ; Roque Rodrigues, Services centraux ; Emilia Pires, Régions ; Pascoela Barreto, Finances.
La Commission de contrôle est présidée par C.X., à Timor, Jerónimo Henrique, Filomeno Andrade, Carlos Alberto Barbosa, A.X. et A.S.T., également à Timor, et Alfredo Borges Ferreira.

Symboles

La Convention a adopté un drapeau national et un hymne provisoire, celui des FALINTIL, et annoncé que la langue portugaise sera la langue officielle du pays. Cette appartenance à la zone linguistique lusophone aura trouvé un écho rapide auprès du Cap Vert qui soutenait, dès le 27 avril, l'affiliation du Timor-Est à la Communauté des pays de langue portugaise (*CPLP, l'équivalent pour la langue portugaise des Sommets de la francophonie ou du Commonwealth*).
La RDPI (l'équivalent portugais de Radio France Internationale) et la RTPI (équivalent de TV5 et de Canal France International), qui peuvent être reçues à Timor-Est via satellite, ont transmis en direct tous les moments publics de la Convention.

Une nouvelle convention, un "congrès des citoyens" a été annoncée qui rassemblera, fin 1998, en Australie, environ un millier de délégués. Sa préparation s'annonce encore plus ouverte et démocratique.

Quelques réactions

Le Premier Ministre portugais Antonio Guterres a salué la Convention et assuré les participants de l'appui diplomatique de son gouvernement "jusqu'à trouver une solution reconnaissant le droit légitime du peuple timorais à l'auto-détermination".
Le Ministre des affaires étrangères indonésien, Ali Alatas, le Gouverneur pro-indonésien de Timor Abílio Soares, le conseiller spécial de Suharto sur la question timoraise, Lopes da Cruz, ont regretté la tenue de la Convention, qui vient "confirmer les divergences entre Timorais pro et anti-intégration en Indonésie" et attaqué le Gouvernement portugais pour l'avoir accueillie.
Telle n'était pas l'opinion de Manuel Carrascalão, leader du Mouvement pour la Réconciliation et l'Unité du Peuple de Timor-Est (MRUPTL), un mouvement créé à Dili en 1997 par des Timorais de différentes factions politiques et qui défend le droit à l'auto-détermination. N'ayant pu participer à la Convention à la suite de persécutions dont lui et son mouvement sont victimes, il a tenu à saluer les résultats de la Convention comme "un premier pas vers la réconciliation et l'unité du peuple de Timor-Est". ■

BERKELEY (CALIFORNIA) SANCTIONNE L'INDONESIE

Le Conseil municipal de Berkeley vient d'approuver un code de passation des marchés publics où il s'interdit toutes affaires avec des entreprises, banques et autres institutions qui auraient du négoce ou aurait consenti des prêts au Gouvernement indonésien ou qui seraient installées à Timor-Est.
Berkeley, qui avait par le passé adopté un code identique vis-à-vis de l'Afrique du sud sous l'apartheid et, plus récemment, à l'encontre de la Birmanie, devient ainsi la 1ère ville américaine à "passer à l'acte" s'agissant de l'Indonésie et de Timor.
L'East Timor Action Network (ETAN) ou nous-mêmes (Agir pour Timor) pourrons vous fournir des documents plus détaillés sur cette initiative.

ASILE POLITIQUE

4 jeunes Timorais ont demandé asile politique à l'Ambassade britannique à Jakarta le 22 avril dernier. Originaires de Dili, les 4 jeunes vivaient depuis un mois à Yogyakarta. Début mai, les démarches préliminaires à leur rapatriement étaient conclues avec le Comité International de la Croix Rouge, le Portugal et l'Indonésie. Ils sont arrivés à Lisbonne.